



**Arrêté préfectoral du 20 décembre 2021  
portant décision d'examen au cas par cas n° 2021-11859 en application  
de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2021-11859 relative à la construction d'ombrières photovoltaïques sur un parking existant sur la commune de Brive-la-Gaillarde (19), reçue complète le 18 octobre 2021 ;

Vu l'arrêté de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine du 17 février 2020 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**Considérant la nature du projet** qui consiste en la construction de cinq ombrières photovoltaïques doubles d'une surface totale de 2 939 m<sup>2</sup> et d'une puissance d'environ 589,5 kWc, au-dessus du parking existant du Auchan, situé au 90 avenue de l'Abbé Jean Alvitre à Brive-la-Gaillarde (19),

Étant précisé que toute modification substantielle du projet nécessiterait un nouvel examen ;

**Considérant** que le projet relève du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet est situé en zone urbanisée, sur un terrain déjà artificialisé ;

**Considérant** que le projet prévoit la création de fondations en béton, la création d'un réseau électrique, la pose de postes onduleurs et du dispositif électrique nécessaire à l'utilisation de l'électricité ;

**Considérant** que sur les 589,5 kWc, environ 319,5 kWc sont destinés à l'autoconsommation, le reste étant injecté au réseau ; que l'énergie annuelle produite par l'installation est de l'ordre de 710,1 MWh, ce qui selon le dossier est équivalent à la consommation moyenne de 284 foyers et permet d'éviter 58 tonnes de CO<sub>2</sub> par an ;

**Considérant** que les panneaux seront fixés au sol sur fondations béton afin d'éviter l'arrachage par le vent, étant noté que le projet ne modifie pas la nature du sol du parking existant qui est entièrement goudronné ;

**Considérant** que le projet ne nécessite aucun déblai et qu'il n'est pas excédentaire en matériaux ;

**Considérant** que le projet tel que présenté ne consomme aucun espace naturel ou agricole et qu'il ne modifie pas la fonctionnalité du lieu ; que les travaux de raccordement ne devront pas générer d'impacts significatifs sur les eaux les sols la biodiversité et les zones humides ;

**Considérant** qu'il appartient au pétitionnaire de prévenir par des mesures et dispositions constructives adaptées, tant en phase travaux qu'en phase de fonctionnement, tout risque de pollution des sols et des eaux ;

**Considérant** que le pétitionnaire devra également prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter les nuisances et la gêne aux riverains, notamment durant la phase travaux qui pourra durer plusieurs mois ;

**Considérant** que le projet devra être conforme aux mesures prévues pour limiter et lutter contre le risque d'incendie ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet ne relève pas de l'annexe III de la directive 2014/52/ UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement le projet de construction d'ombrières photovoltaïques sur un parking existant sur la commune de Brive-la-Gaillarde (19) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux le 20 décembre 2021

Pour la Préfète et par délégation,  
Pour la Directrice régionale,



Michaële LE SAOUT  
Chef adjoint  
Mission évaluation environnementale  
Dreal Nouvelle-Aquitaine

### Voies et délais de recours

**La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.**

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :  
Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :  
Madame la ministre de la Transition Écologique  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :  
Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux  
9 rue Tastet  
CS 21490  
33063 Bordeaux-Cedex